

24 mars 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, M. Lionel Jospin, Premier ministre et M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, notamment sur le bilan des travaux du Conseil européen de Stockholm, la situation économique des pays de l'Union européenne, la politique de l'environnement, la fièvre aphteuse, la politique agricole commune (PAC) et la situation des éleveurs victimes de l'épizootie, Stockholm, Suède, le 24 mars 2001.

LE PRÉSIDENT -

Mesdames, messieurs,

Nous terminons un peu plus tard que prévu, mais cela aurait pu être pire.

Tout d'abord, nous avons le sentiment, dans la délégation française, que nous avons bien travaillé et que Stockholm aura permis de donner une nouvelle impulsion à la stratégie de Lisbonne. C'est d'abord la confiance, la force de l'économie européenne, que nous avons voulu exprimer et c'est d'ailleurs la dernière phrase que le Président PERSSON a exprimée tout à l'heure avant de nous quitter.

La croissance est robuste, l'euro continue d'être un élément essentiel de stabilité et de confiance et je crois qu'on peut dire que les Européens peuvent être fiers du résultat et de la réussite de leur nouvelle monnaie.

La stratégie de Lisbonne est une stratégie gagnante, c'est ce qui est apparu au travers de toutes les interventions. Elle vise à faire de l'Europe un continent plus fort et un continent qui soit à la pointe de l'innovation. Nous devons poursuivre cette stratégie, nous devons toujours mieux intégrer nos économies et nous avons fait des progrès importants, notamment dans le domaine des marchés financiers, ceci notamment grâce au rapport de M. Lamfalussy. Nous devons poursuivre de bonnes politiques budgétaires et faire les réformes de structures nécessaires tout en conservant, mais nous y reviendrons tout à l'heure, à nos services publics, un haut niveau de qualité et une disponibilité égale pour tous les habitants.

Plusieurs autres décisions concrètes ont été prises, notamment en ce qui concerne le projet GALILEO de navigation par satellite, dont les enjeux stratégiques pour l'Europe sont importants et pour lesquels les décisions ont été confirmées et affinées.

Alors, au-delà des politiques économiques et des politiques de l'emploi, l'approfondissement de l'Europe sociale est désormais au cœur de la construction européenne. Et à ce titre, nous nous sommes réjouis que le Conseil européen ait rappelé le rôle essentiel de l'agenda social adopté à Nice et la nécessité de veiller au strict respect du calendrier que cet agenda social a fixé. Dès

cette année, il faudra notamment préparer et rapprocher nos plans de lutte contre l'exclusion et contre la pauvreté. Il faudra également engager résolument, renforcer, notre action pour l'égalité concrète entre les hommes et les femmes dans l'entreprise, car c'est un domaine où il y a encore, malheureusement, beaucoup à faire.

Nous avons également abordé la question du vieillissement, qui est un véritable défi pour l'avenir de nos marchés du travail et aussi de nos systèmes de santé et de retraites. Nous avons rappelé la nécessité d'encourager les travailleurs de plus de cinquante ans à demeurer actifs et la priorité absolue qui doit être donnée au développement de la formation tout au long de la vie. Nous avons également souligné la nécessité de poursuivre nos efforts de réduction des déficits publics pour dégager les marges de manœuvre supplémentaires afin de garantir nos systèmes de retraites et nos systèmes de santé.

Nous avons pu, par ailleurs, appeler l'attention de nos partenaires sur l'importance de nos politiques familiales. Les problèmes que nous rencontrerons à l'horizon 2020-2040 seront d'autant moins difficiles à résoudre que nous aurons mieux aidé les couples à avoir plus d'enfants, puisque, nous l'avons souligné, c'est ce que toutes les études montrent, en France en tous les cas, mais je crois comprendre que c'est un peu la même chose ailleurs, les couples souhaitent avoir davantage d'enfants qu'ils n'en ont en réalité, ceci marquant une difficulté tenant à l'harmonisation entre la vie familiale et la vie professionnelle, ceci marquant ainsi un défaut de politique familiale. On vient d'essayer d'effacer ce défaut.

Nous avons également parlé de la lutte contre l'effet de serre, ceci essentiellement à l'initiative de la France mais avec l'accord de l'ensemble de nos partenaires. C'est ainsi que nous avons indiqué que la première réaction de la présidence suédoise et de la Commission, qui était une réaction d'attente, n'était pas suffisamment claire, ne faisait pas sortir un message suffisamment clair au sujet de notre détermination à atteindre les objectifs fixés à Kyoto. Nous avons donc demandé hier soir et obtenu ce matin que les Quinze, qui sont unanimes sur ces questions, fassent une déclaration claire et ferme, et non pas simplement un paragraphe dans le relevé de décisions, et que cette déclaration soit transmise par lettre officielle de la présidence européenne, notamment au Président des Etats-Unis. C'est ce qui a été décidé aujourd'hui. Vous verrez que la déclaration a été à notre initiative, renforcée par rapport à ce qui avait été initialement envisagé.

Le Conseil a également été marqué par notre rencontre avec le Président Poutine et avec le Président Trajkovski. Les événements qui se déroulent en Macédoine actuellement dans la région de Tetovo ont été, bien sûr, au centre de nos discussions et chacun partage la même préoccupation, car nous savons très bien, hélas, à quoi peuvent conduire les événements actuels. Le nationalisme ethnique, l'intolérance, l'engrenage de la violence, ce sont ces pratiques archaïques qui ont fait régner la misère et la terreur dans les Balkans pendant dix ans. Et chacun a marqué, donc, sa détermination à empêcher un nouveau cycle de violence, cette détermination passant par la condamnation sans réserve et sans ambiguïté du terrorisme qui est pratiqué par certains extrémistes albanophones. D'où la nécessité d'un renforcement de l'action de la KFOR et d'une aide particulière apportée, à ce titre, à la KFOR et à la République de Macédoine. La France a participé naturellement à ce renforcement.

Respect de l'intégrité territoriale de la République de Macédoine, cela va de soi. Et l'Union européenne a rappelé la logique qui avait été consacrée et acceptée par tous au sommet de Zagreb, en novembre dernier : tous ceux qui vont dans le sens de la démocratie, de la tolérance et de la paix se rapprochent de l'Europe, tous ceux qui choisissent la violence et le combat ethnique s'en éloignent et seront condamnés pour pratiques d'un autre âge.

Enfin, nous avons encouragé les autorités macédoniennes, notamment la France a encouragé les autorités macédoniennes, à approfondir leur politique de dialogue et de coopération inter-ethnique, c'est-à-dire, clairement, leur effort de meilleure intégration de la communauté albanophone en Macédoine.

Avec le Président Poutine, nous avons fait le point sur les réformes engagées en Russie, en encourageant les efforts visant à établir un Etat de droit répondant aux exigences démocratiques d'une économie moderne. Nous avons évoqué, bien entendu, au-delà d'un certain nombre

Il faut aussi mentionner la question de la Tchétchénie, en soulignant l'importance d'un accord à

d'autres problèmes, le problème de la incertitude, en soulignant l'importance qu'il y avait à trouver, mais c'est notre position et vous la connaissez, une solution politique à ce problème. Nous avons également abordé les grandes questions internationales, alors que se mettent en place les instruments de l'Europe de la défense qui ont été décidés à Nice. Et nous sommes convenus de renforcer le dialogue avec la Russie sur les questions de sécurité et de défense. Enfin, bien entendu, même si ce n'était pas à l'ordre du jour de la réunion, nous avons évoqué les problèmes auxquels sont aujourd'hui confrontés les paysans en Europe, et tout particulièrement, bien entendu, la question relative à la fièvre aphteuse. Et, après m'en être longuement entretenu avec le Premier Ministre, il fera le point sur ce sujet, bien entendu, nous avons, hélas, un élément nouveau aujourd'hui, qui est la découverte d'un deuxième foyer de fièvre aphteuse en Seine-et-Marne, ce qui a conduit le Ministre de l'Agriculture à arrêter, à juste titre, des mesures temporaires de suspension des exportations, mesure qui devra d'ailleurs, d'après ce que j'ai compris, peut-être que le Premier Ministre aura des renseignements plus récents, être infirmées ou confirmées dans les prochains jours. Enfin, jusqu'ici, la gestion de cette affaire a été faite dans des conditions telles que nous avons pu, je dirais presque miraculeusement, juguler le danger.

Mais, dans l'immédiat, les paysans français vont devoir à nouveau consentir un effort supplémentaire, un effort qui, je l'espère, ne sera que temporaire. Dans ce contexte, je crois que tous les Français doivent se montrer dans leurs réactions, dans leurs comportements, solidaires de nos paysans. Car la mise en oeuvre des mesures nécessaires, incontournables, indispensables, pour enrayer l'épizootie, cette mise en oeuvre est évidemment une très, très lourde contrainte pour l'ensemble des éleveurs français. Et donc, je le répète, les Français doivent exprimer leur solidarité. Nous pouvons compter naturellement, sur les services de l'Etat, à tous les échelons, pour aider et soutenir nos agriculteurs dans cette épreuve. Les autorités françaises y sont naturellement extrêmement attentives.

Ici, à Stockholm, tous les Etats membres, en coopération avec les services de la Commission, se sont montrés tout à fait déterminés, on l'a encore évoqué ce matin en renforçant le texte tel qu'il nous était présenté, à tout faire pour prévenir et contrôler l'extension de cette épizootie, épizootie qui n'est pas, je vous le rappelle, un problème de santé publique, puisqu'aussi bien cette maladie n'est transmise à l'homme que de façon rarissime et sans conséquence pour sa santé. Mais, en revanche, c'est un problème à la fois vétérinaire et économique considérable et aussi un problème psychologique absolument dramatique. Et, à ce titre, nous avons indiqué, les autorités françaises ont tenu à indiquer au Premier Ministre britannique et aux Anglais et aux paysans anglais, naturellement, notre solidarité à eux et à leurs familles dans l'épreuve dramatique qu'ils supportent actuellement.

Chacun comprend, en effet, ce que peut être le désespoir, la détresse, voire la révolte d'un éleveur qui voit son troupeau abattu et incinéré. Je veux dire qu'on peut difficilement imaginer un traumatisme psychologique plus grand. Et cela implique, cela va de soi, de la part des intéressés, une force de caractère qui n'est pas obligatoirement le lot de tous les individus et donc chacun doit être solidaire de cette épreuve subie par quelques-uns. On peut imaginer, également, et comprendre la misère des éleveurs face à un marché qui s'est effondré pour les raisons que l'on sait et qui provoque l'effondrement de leurs revenus, de leurs trésoreries et donc les met souvent dans des situations également tout à fait dramatiques. Et cela aussi, les Français doivent le savoir et le comprendre.

Nous sommes un pays uni et solidaire, toute notre histoire sociale le démontre, tout notre système social en apporte la preuve. Cette solidarité, nous devons aujourd'hui l'exprimer clairement à l'égard de nos éleveurs et je pense tout particulièrement à ceux qui ont assumé le plus gros de la charge, c'est-à-dire, pendant quinze jours, les départements de l'Orne et de la Mayenne qui, servant de bouclier au reste de la France, et utilement, même s'il y a eu hélas une fuite, ont subi une épreuve particulièrement difficile.

Voilà ce que je voulais vous dire, avant que le Premier Ministre apporte sur ces sujets, y compris le dernier, les précisions qui s'imposent, sur les résultats et sur le climat d'ensemble de ce Conseil.

LE PREMIER MINISTRE - monsieur le Président, mesdames, messieurs,

Comme le Président de la République, je pense que ce rendez-vous de printemps économique et social sous un éclatant soleil suédois a été une réussite. D'abord, parce que cela nous a permis de confirmer notre détermination à maintenir une croissance soutenue en Europe, et par là même, à continuer à viser comme perspective le retour au plein-emploi.

Au moment où les Etats-Unis connaissent un sérieux ralentissement de leur activité, où des difficultés persistent dans un pays aussi important que le Japon, je crois qu'il était important, qu'à la suite des Ministres de l'Economie et des Finances, nous rappelions que l'Europe demeure la principale zone de croissance et de stabilité économique dans le monde.

C'est vrai, à cet égard, que l'Euro nous a préservé des crises monétaires internes, que le passage à l'Euro pratique va donner un surcroît d'identité européenne et renforcer, en même temps, l'exigence de la coordination des politiques économiques, au moment où le chômage recule sensiblement, particulièrement avec plus de force qu'ailleurs en France, l'Europe se donne aussi, par une série de décisions, les moyens de redevenir le continent de l'innovation. Le Ministre de l'Economie et des Finances, Laurent FABIUS, avait, je crois, parlé d'une confiance vigilante. J'avais parlé d'optimisme réaliste et je crois que cette conviction a été partagée à l'occasion de ce Conseil.

Dans le même temps, face à la globalisation, l'Europe continue à affirmer sa volonté, sa capacité d'introduire une certaine régulation économique. Vous le savez, des progrès ont été obtenus en matière d'harmonisation fiscale, et nous souhaitons une mise en oeuvre rapide, tant pour la fiscalité de l'épargne, que pour le démantèlement des pratiques les plus déloyales en matière de fiscalité des entreprises. C'est ce que confirment les conclusions du Conseil Européen.

Mais j'ajoute que l'accord intervenu au Conseil Ecofin, au début de ce sommet, en faveur d'une intégration accrue et d'une régulation plus réactive des marchés financiers, constitue une bonne nouvelle pour le financement des entreprises, pour la croissance, donc, mais aussi pour la sécurité des épargnants. Nous avons par ailleurs, et il faudra y veiller au plan national bien sûr, à plusieurs reprises lancé un appel à la mobilisation de tous les acteurs pour l'introduction de l'Euro et nous l'avons souhaité.

Ensuite, le modèle européen, tel que nous l'avons collectivement façonné à Lisbonne et à Nice, vous savez que la France y a pris une grande part, est à nos yeux consolidé. J'ai dit que ce modèle ne devait pas se concevoir comme celui d'une Europe réduite à un espace marchand. Nous voulons créer de la civilisation, et nous voulons aussi que soient respectées les diversités nationales. Alors lorsqu'on recherche la fusion ou la synthèse entre la compétitivité économique et la cohésion sociale, se pose la question dite de la " libéralisation " qui a été abordée à l'occasion de ce Sommet. Nous avons, sur la question de l'ouverture des industries de réseau, refusé que le débat se limite à des dates de libéralisation. La libéralisation n'est pas une fin en soi. Elle est un instrument qui doit permettre de viser des services plus efficaces, tenant mieux compte des attentes des usagers en matière de sécurité, de continuité du service public, d'égal accès aussi à ce service public.

C'est pourquoi nous avons tenu à ce que soit introduit, dans les conclusions, l'appel à la mise en oeuvre de la déclaration de Nice sur les services d'intérêt économique général, et cela a été fait à l'occasion de la discussion de ce matin. Nous avons rappelé que nous ne sommes pas opposé à la poursuite du processus d'ouverture, mais celui-ci doit se faire de façon graduelle et maîtrisée, et s'accompagner aussi de la mise en oeuvre de mécanismes de régulation qui en vérifient l'objectivité, l'authenticité parce qu'entre l'affirmation théorique et la pratique, il y a souvent des différences.

Nous nous félicitons là aussi que cette préoccupation a été partagée par d'autres Etats, et prise en compte dans les conclusions.

Et, à cet égard, vous pourrez le vérifier en les regardant, les conclusions telles qu'elles ont été adoptées sur ce point nous conviennent. Nous avons aussi, bien-sûr, travaillé sur l'amélioration et la modernisation du modèle social européen en insistant sur la qualité de l'emploi, la plus forte implication des travailleurs dans la gestion des changements affectant leur entreprise, dans la

lutte contre les exclusions.

Des décisions importantes ont été prises sur deux dossiers : l'un que le Président a évoqué il y a un instant, c'est celui de l'environnement et, notamment, de la lutte contre les émissions à effet de serre, lequel sujet constitue une priorité pour nos concitoyens. Et nous avons vivement souhaité, comme l'a rappelé le Président, que par une déclaration, les quinze manifestent à la fois leur préoccupation à l'égard d'une intervention récente du Président américain laissant entendre une prise de distance ou une renonciation à l'égard du protocole de Kyoto, et notre volonté que, par le dialogue, ces objectifs soient poursuivis. Je rappelle d'ailleurs que la France a pris de l'avance dans ce domaine puisque notre Parlement a déjà ratifié le protocole de Kyoto. L'autre question concerne le programme " Galiléo ". La réalisation d'un système européen indépendant de développement de la navigation par satellite constitue un enjeu majeur pour la souveraineté et la sécurité en Europe, et aussi un grand défi économique et industriel. Un signal politique est donné au lancement de ce programme avec le souci de favoriser la mobilisation de tous les partenaires et, notamment, du secteur privé dans le financement de la phase de déploiement et d'exploitation de satellites.

Je ne reviendrai pas sur plusieurs questions de politique internationale que le Président de la République vient d'évoquer dans son intervention.

En ce qui concerne l'épizootie de fièvre aphteuse, nous sommes, évidemment, tout à fait préoccupés par la maîtrise de ce dossier dans notre propre pays.

Mais, avant d'y venir, je voudrais néanmoins prolonger le message de sympathie et de solidarité que vient de formuler le Président de la République à l'égard du Royaume-Uni parce que ce pays se trouve dans une situation absolument dramatique.

Et pour répondre de façon concrète à la demande de solidarité exprimée par Tony Blair, et après contact ces deux derniers jours avec le ministre de l'Agriculture, le Gouvernement français a décidé d'envoyer quatorze vétérinaires, dix civiles, quatre militaires, des contrôleurs vétérinaires capables, notamment, de travailler sur les problèmes de coordination, pour témoigner de notre solidarité.

Vous savez qu'en France nous avons pris, à l'initiative du ministre de l'Agriculture, des mesures immédiates, très rapides, systématiques et fortes, qui ont été, je crois, comprises par tous, et notamment par les représentants des milieux agricoles. Nous étions sur le point de nous dire que grâce à cela nous avons, sans doute, pu éviter qu'un autre foyer se déclare.

Nous étions donc en droit d'espérer que, dans les jours qui viennent, nous avons maîtrisé totalement ce risque de développement d'une épizootie. Aussi, la découverte d'un second cas français en Seine et Marne est tombé comme une mauvaise nouvelle. Il semble bien, je dis il semble bien, que ce soit l'esprit de fraude d'un acteur économique qui soit le responsable de la naissance d'un second cas.

On peut penser, mais je m'exprime avec prudence, que la consommation des bêtes vendues permettrait de limiter les choses. Sachez, en tout cas, que toutes les mesures de précaution ont été prises : abattage du troupeau, mise de la zone concernée sous périmètre de protection.

Une enquête judiciaire est en cours pour préciser les conditions de ce mouvement d'animaux. La France a transmis toutes les informations disponibles en toute transparence aux experts vétérinaires qui se prononceront mardi à Bruxelles. Nous espérons une décision qui prenne en compte les mesures nationales qui se traduisent à nos yeux, encore aujourd'hui, par une très bonne maîtrise de l'épizootie, et qui soit donc proportionnée à notre situation.

Les décisions prises par le Ministre de l'Agriculture, en concertation étroite avec la Commission, ont consisté à étendre à l'ensemble du territoire la suspension de l'exportation de produits sensibles carnés et laitiers, non traités thermiquement, mesure qui ne frappait actuellement que la Mayenne et l'Orne.

C'était nécessaire. Notre souci est de faire, puisqu'il y a eu cette fraude, qu'il n'y ait qu'un deuxième foyer, que l'on s'en tienne là. Bien sûr cela repousse d'autant les levées que nous espérions. C'est pour nous une mesure transitoire jusqu'aux décisions que prendra le Comité vétérinaire européen normalement mardi.

M. B. L. - Le Président de la République a été reçu par le Président de la République de la République de France.

voilà les compléments que je pouvais apporter après m'en être entretenu directement avec le Ministre de l'Agriculture sur cette question de la fièvre aphteuse.

L'Europe, entendu au sens strict. Ce n'est pas en rien une conception de l'agriculture qui est en cause ou des formes de nourriture. Il s'agit d'une maladie animale très ancienne.

Nous, nous avons agi avec détermination au plan national. Je crois que le fait d'avoir agi très tôt, très vite, de façon extrêmement déterminée, dès que nous avons été informés, de façon forte et dans les deux départements concernés, dès qu'il y a eu un foyer, est sans doute ce qui a permis que cela ne se développe pas en dehors de ce cas, qui semble bien un cas. Enfin, il s'agirait de la résultante d'une fraude qui, si elle est prouvée devrait être sanctionnée.

Donc, je crois que nous avons rempli nos responsabilités. Par ailleurs, nous répondons au devoir de solidarité à l'égard de la Grande-Bretagne.

Pour ce qui concerne les éleveurs concernés, nous allons opérer les indemnisations qui sont nécessaires et là aussi, bien sûr, nous le ferons sur la base de dossiers qui doivent être transmis. Nous le ferons avec le maximum de célérité. J'en ai parlé avec le Ministre de l'Agriculture, j'en ai parlé avec le Ministre de l'Economie et des Finances pour que ces indemnisations puissent être aussi rapide que possibles.

Pour le reste, je crois que les décisions que prennent, à chaque étape, c'est-à-dire quand des foyers sont déclarés, à la fois les Etats nationaux et la Commission sont celles qui doivent être prises. Donc, je ne vois pas ce que je pourrais ajouter de plus. Le reste, c'est la solidarité de la communauté nationale à l'égard des éleveurs qui sont touchés, et surtout une détermination absolue dans la mobilisation contre l'extension de ces cas, ce qui est la situation actuelle. Nous considérons qu'actuellement nous sommes en maîtrise de la situation. Et je pense même, qu'on pouvait sortir de la situation de déclaration de fièvre aphteuse s'il n'y avait pas eu cette fraude.

QUESTION - M. le Président, hier, les Chancelier Schuessel et Schroeder ont évoqué le problème de la libre circulation des personnes, leur envie d'avoir sept ans de période de transition. Est-ce que la France soutient cette demande allemande et autrichienne ? Ou bien est-ce que vous voyez cela dans la problématique du vieillissement de la société ? Est-ce que vous prenez cette considération en compte ?

- Deuxième question, est-ce que c'est envisageable, pour vous, que, par exemple, les Tchèques ou les Hongrois aient plus vite un accès au marché du travail dans l'Union européenne que les Polonais, qui sont plus nombreux, un peu plus mobiles je dirais ?

-

LE PRESIDENT - Ce sujet n'a pas été abordé au Conseil. Ce n'était pas à l'ordre du jour.

Naturellement, nous connaissons les positions des uns et des autres. Nous comprenons parfaitement la situation particulière de l'Allemagne à cet égard. Mais je voudrais vous dire que la négociation forme un tout et que, par conséquent, nous nous prononcerons en fonction de ce tout lorsqu'il sera présenté.

QUESTION - M. le Président, M. le Premier Ministre, n'avez-vous pas l'impression tout de même qu'il y a une grave responsabilité de la Grande-Bretagne dans le problème de la fièvre aphteuse ? Les Irlandais ont mis en cause à la fois la gestion de la crise et les conséquences financières. Donc, la deuxième question, est-ce que vous pensez qu'il ne faudra pas revoir le problème de financement de l'indemnisation des éleveurs britanniques, français et hollandais entre autre ?

LE PRESIDENT - Vous savez, quand il y a un malheur qui s'abat sur une communauté, sur une famille, c'est le cas aujourd'hui avec la fièvre aphteuse pour l'Europe, et en particulier sur l'un des membres, la Grande-Bretagne, lorsqu'on est dans cette situation, ce n'est pas le moment de chercher la responsabilité. Cela on le fait après, pour pouvoir en tirer les conséquences et pour pouvoir, le cas échéant, éviter que cela ne se reproduise. Pour le moment, nous n'avons à l'égard de la Grande-Bretagne que des sentiments de solidarité.

QUESTION - M. le Président, ne serait-ce pas le développement d'une agriculture industrielle qui aurait favorisé à la fois le développement d'une nouvelle maladie, comme la maladie de la vache folle, et en même temps rendu les animaux plus sensibles aux épizooties ?

LE PRESIDENT - Vous savez, c'est le type même, cela, je crois, du faux problème. La France a toujours été très réservée à l'égard d'une politique agricole européenne qui, depuis l'origine, a eu

regarder ces trois résolutions en regard d'une politique agricole européenne qui, depuis l'origine, a eu pour objectif de diminuer les prix, cette diminution des prix étant compensée en partie par l'octroi de subventions. On peut discuter longuement sur cette modalité de compensation. Mais, comme ce n'est pas suffisant pour pouvoir conserver un revenu agricole convenable, et Dieu sait que le convenable est très modeste s'agissant de l'agriculture, eh bien, les paysans n'ont pas eu d'autres solutions, nous l'avons souvent dit, que d'augmenter la productivité en adoptant un certain nombre de techniques permettant d'augmenter la production à l'hectare, avec tous les inconvénients que cela comporte.

Alors, aujourd'hui, on dit : mais l'agriculture industrielle... Mais qui est responsable de l'orientation vers une politique industrielle ? C'est la politique agricole qui a été menée depuis longtemps. Et donc, c'est une responsabilité qui incombe à tout le monde, un peu moins à la France qu'aux autres, puisque nous nous sommes toujours, toujours battus contre cette volonté de baisser en permanence les prix. Si nous n'avions pas été là, la situation serait probablement beaucoup plus mauvaise.

Alors, aujourd'hui, on se rend compte de ces effets, d'où la nécessité d'une réflexion d'ensemble qui est engagée, qui est engagée déjà depuis plusieurs années. Il y a une réforme permanente de la PAC qui doit aujourd'hui intégrer davantage ces préoccupations concernant à la fois l'environnement et la qualité. La France est naturellement tout à fait partie prenante à cette discussion. Elle est même la première partie prenante en tant que première puissance agricole de l'Union.

Mais faisons attention ! Nous avons tout de même une limite qui est de ne pas mettre en cause la vocation exportatrice de l'Union européenne. Certains, et notamment nos amis Américains, n'ont qu'une idée, c'est d'éliminer l'Europe, c'est-à-dire essentiellement la France, du marché agricole et de ce que l'on appelle le "green power" aux Etats-Unis, le "pouvoir vert", qu'ils considéreraient comme tout à fait légitime de s'approprier pour eux tous seuls, en raison de l'intérêt qu'il présente, notamment sur le plan politique.

Nous avons une situation exportatrice. La France est le deuxième exportateur de produits agricoles du monde, le premier exportateur de produits transformés du monde, et c'est à la fois pour notre image, notre puissance politique et nos intérêts financiers, et par voie de conséquence pour la situation de l'emploi dans notre pays, un élément très important que nous ne pouvons pas traiter à la légère. C'est une première limite qui nous impose de ne pas sombrer dans la mode à cet égard.

Et la deuxième limite, c'est que les paysans sont des entrepreneurs comme les autres. On ne peut pas changer tous les deux ans la réglementation, le mode d'emploi. Je ne sais pas quelle entreprise pourrait l'accepter. Donc nous avons fixé, dans le cadre de l'agenda 2000 à Berlin, jusqu'en 2006, les règles du jeu. Nous sommes, je le répète, extrêmement ouverts à la discussion. Mais pour les réformes à faire après 2006. Et jusqu'à 2006, nous avons l'intention de plaider pour le respect de la signature qui a été donnée dans l'accord de Berlin. Voilà. Mais, je le répète, la France est tout à fait ouverte, d'ailleurs les ministres en parlent sans cesse, actuellement, y compris au niveau des ministres des Affaires étrangères, récemment encore les quatre ministres français et allemands se sont réunis pour parler de ces sujets, la France est tout à fait ouverte à un examen, au regard de l'actualité, des évolutions nécessaires de la politique agricole commune.

QUESTION - M. le Premier ministre, la France a eu in fine gain de cause pour la libéralisation des marchés de l'énergie en obtenant la suppression des dates. Mais, compte tenu de l'accord franco-allemand d'hier soir, comment expliquez-vous que, finalement, la présidence suédoise ait décidé de maintenir cette question jusqu'au bout ? En bref, est-ce que vous pouvez nous expliquer ce qui s'est passé à cet égard ?

Et, M. le Président, si je puis me permettre de revenir sur la visite du Président POUTINE. Je sais que vous estimez que cette visite a été très utile pour renforcer le partenariat stratégique entre l'Union européenne et la Russie. Mais cette visite a eu aussi comme effet d'éclipser quelque peu les travaux du Conseil européen. Est-ce que vous pensez que c'est une bonne chose, à l'avenir, que des hôtes étrangers perturbent un peu le déroulement de ces travaux

communautaires ?

LE PREMIER MINISTRE - Sur la première question, les discussions dans les Conseils européens et les discussions préparatoires à ces Conseils, sont de libres discussions entre quinze états membres. Elles ne se mènent pas avec l'idée que les Allemands et les Français se sont vus, ont parlé, seraient arrivés à une position proche, et qu'à partir de ce moment, les questions ne devraient pas être posées librement devant le Conseil. Donc, cela c'est un premier élément de réponse à votre question.

La deuxième chose, nos observations, nos remarques, notre insistance sur le service public, notre volonté d'avancer progressivement de façon maîtrisée dans le processus de la libéralisation, nous l'avons exprimé à d'autres niveaux et avec d'autres partenaires qu'avec nos amis Allemands.

Nous l'avons dit à Göran PERSSON lorsqu'il est venu à deux reprises en France lors de sa visite présidentielle. Et je l'ai dit moi-même, de façon très claire, non seulement à Romano PRODI dans notre entretien de lundi dernier, mais aussi à l'ensemble de la Commission rassemblée. Donc le dialogue se mène avec tous. Il est possible, mais là cette question devrait être posée à d'autres qu'à moi, que le Président PERSSON ait souhaité aussi que la question soit posée parce que le débat avait eu lieu sur la libéralisation et que les points de vues étaient diversifiés. Et donc, cette question a été dans les conclusions. Cela ne nous a pas gêné, contrairement à ce que j'ai parfois eu l'impression de lire. Cela ne nous a pas gêné, mais nous avons redit ce que nous avons à dire. Et je l'ai fait, puisque c'était une partie économique et sociale sur laquelle nous nous étions un peu répartis nos interventions. Donc, je l'ai fait nettement.

Le Chancelier SCHROEDER s'est exprimé, a fait des propositions pour trouver un compromis. Je dois dire que dans d'autres délégations et de la part d'autres chefs de délégation on a trouvé aussi une volonté de trouver une conclusion positive à ces travaux.

Donc, nous avons lieu de nous féliciter de la façon dont, sur ce point, le Conseil s'est passé. De toute façon, nous avons marqué clairement dans un Conseil où les décisions sont prises par consensus, notre position.

Et donc, les choses se sont terminées de façon positive, de la façon que je vous décris, dans un cadre multilatéral qui est collectif, qui est celui de l'Union européenne.

LE PRESIDENT - Sur la deuxième question, elle peut se poser, effectivement. En règle générale, le Conseil Européen est là pour gérer les affaires européennes. Dans le cas particulier, c'était le premier Conseil pour examiner les problèmes économiques et sociaux. Et puis, le cas échéant, naturellement, pour faire face à une situation de crise. Et c'est à ce titre que le Président macédonien, lui, était venu.

Pour ce qui concerne la visite du Président Poutine, je crois qu'elle était utile. Cela fait partie, si j'ose dire, des exceptions qui confirment les règles. Je crois que le Conseil Européen n'est pas fait pour cela, effectivement, mais que, dans le cas particulier, il y avait une justification. Et puis, c'est une décision de la Présidence suédoise et je voudrais souligner que la Présidence suédoise, tant dans la préparation que dans l'exécution de ce Conseil, a été absolument parfaite. Et par conséquent, nous n'avons pas la moindre intention de la critiquer si peu que ce soit.

QUESTION - M. le Président, M. Solana a reçu comme mission de partir en Moyen-Orient et de préparer dans les trois mois, pour le sommet de Göteborg, une proposition d'un rôle accru de l'Union européenne dans les éventuels pourparlers de paix au Proche-Orient. Mais quel sera le rôle de l'Europe pendant ces trois mois, jusqu'à ce rapport de M. Solana ?

LE PRESIDENT - Vous savez, le Premier ministre l'a dit très clairement hier soir et à juste titre, l'Europe peut jouer un rôle important, surtout dans un contexte où, semble-t-il, il est demandé, ce qui n'était pas obligatoirement le cas avant. Mais elle ne peut le jouer que dans le cadre de l'élaboration d'un processus de paix. Alors, si, comme nous le souhaitons, le processus de paix se réengage, d'une façon ou d'une autre, alors l'Europe pourra et devra, me semble-t-il, jouer un rôle important.

QUESTION - Je voulais revenir sur la réponse du Premier ministre concernant le fonctionnement du Conseil Européen parce que vous semblez satisfaits tous les deux. Mais on se retrouve comme d'habitude avec un catalogue d'intentions. Je ne vous les énumère pas mais c'est parfois assez

bizarre et la Présidence suédoise réclame elle-même des progrès et améliorations de procédures dans ce qu'elle appelle la méthode ouverte de coordination. Alors, qu'est ce que cela peut être et quel est surtout votre souhait, à vous, sur une amélioration du fonctionnement du Conseil Européen ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, je vais vous dire. J'ai assisté à de très nombreux Conseils européens, à divers titres. J'ai toujours entendu poser la même question : à quoi ça sert ? Comment ça marche ? Il ne se passe rien. On s'étale, etc... Bon. Cela n'a jamais empêché l'Europe de progresser !

Il n'y a pas de comparaison possible entre l'Europe d'aujourd'hui et l'Europe d'il y a seulement cinq ou dix ans. Dans tous les domaines, on a fait des progrès considérables. Il y a cinq ans, on ne parlait quasiment pas de l'Europe sociale. Aujourd'hui, les problèmes sociaux sont au coeur de nos préoccupations. L'Euro est achevé. L'Europe de la Défense, dont personne ne parlait il y a trois ans, est aujourd'hui une réalité et je pourrais multiplier naturellement les exemples.

Tout cela pour vous dire que nos méthodes sont peut-être désastreuses, nos ambitions limitées, mais ça avance quand même et je trouve même que ça avance particulièrement vite et particulièrement bien. Alors, avant de critiquer les méthodes de travail qui peuvent toujours, naturellement, être améliorées, moi, je tiens à souligner que, tout de même, il faut de temps en temps reconnaître que la bouteille est à moitié pleine et qu'elle n'est pas toujours à moitié vide.

QUESTION - M. le Président, je voudrais revenir une seconde sur la réponse que vous avez faite concernant la venue de M. POUTINE. Nous avons, un certain nombre d'entre nous en tout cas, cru comprendre que, lors du sommet de Göteborg, le Président BUSH serait invité. Est-ce que c'est une répétition de ce qui s'est produit aujourd'hui avec M. POUTINE ou est-ce que c'est dans un cadre différent ?

LE PRESIDENT - Je ne vois pas dans quel autre cadre cela pourrait être. C'est bien une répétition. La Présidence suédoise, et après tout c'est à elle de gérer, c'est sa responsabilité, et compte tenu des résultats je considère qu'elle le fait bien, nous considérons qu'elle le fait bien, de même qu'elle a invité M. POUTINE cette fois-ci, elle a invité M. BUSH, la prochaine fois. Voilà, un contact.

QUESTION - Une question pour le Premier ministre. Je voudrais savoir si le Gouvernement partage l'analyse du Président sur la politique agricole commune, sur les mérites de la PAC à l'ancienne et sur le fait qu'il ne faut pas en changer avant 2006 ?

LE PRESIDENT - Avant qu'il réponde, je dirai que vous avez un certain art pour caricaturer mon propos.

LE PREMIER MINISTRE - Je ne peux plus intervenir, M. QUATREMER, maintenant à Le Président a raison de dire que nous agissons dans le cadre d'agenda 2000, c'est-à-dire de l'accord auquel nous sommes parvenus à Berlin. Cet accord est pour six ans, mais globalement cela ne concerne pas la PAC particulièrement, même s'il doit y avoir un examen à mi-parcours. Il est clair que dans nos différents pays, et également en France, les événements très graves qui ont secoué le monde agricole, et là, je ne pense pas à la fièvre aphteuse qui me paraît être de l'ordre de l'accident sanitaire, mais je pense notamment à la maladie de L'ESB, il est clair que tout cela a provoqué dans nos opinions publiques, mais dans le monde agricole lui-même, une série d'interrogations sur le modèle agricole européen qui a été le nôtre, et que le souci d'évoluer vers plus de qualité, plus de respect environnemental est un souci qui fait son chemin dans le monde agricole, et qui, en tout cas est très important pour nos concitoyens et pour l'opinion publique. Les exigences sanitaires également, même si en réalité ce sont des progrès que nous avons fait dans ce domaine par rapport au passé.

Alors la question pour nous, face aux tentations qui peuvent exister chez un certain nombre de nos partenaires dans l'Union européenne à l'égard de la PAC est de continuer à marquer que la France est non seulement un grand pays industriel, mais aussi un grand pays agricole. J'ai moi-même dans une conversation, dans le dîner que nous avons eu avec le Chancelier SCHROEDER et les ministres des Affaires étrangères l'autre jour, en Allemagne, marqué qu'il y avait un exemple qui ressemblait à celui de la France. C'est tout simplement à une échelle plus grande celui des Etats-Unis. Les Etats-Unis sont la première puissance industrielle du monde, ils sont avancés dans les nouvelles technologies. et cela n'empêche pas qu'ils considèrent qu'ils doivent

avancée dans les nouvelles technologies, et cela n'empêche pas qu'ils considèrent qu'ils doivent rester une très grande puissance agricole. La France a ses caractéristiques. Elle est un grand pays développé, elle est un pays industriel avancé, elle est en train de prendre avec efficacité le tournant des nouvelles technologies, mais elle est aussi le pays de l'Union européenne le mieux doté pour l'agriculture. Nous, nous n'avons pas besoin de faire de l'agriculture hors sol, on n'a pas besoin de monter des ateliers industriels, on a toute la terre, toute la surface, tous les terroirs, tous les types de qualité, tous les types de race, quand on est dans le domaine de l'élevage, pour faire de l'agriculture. Le modèle agricole choisi au cours des dernières décennies il a finalement servi autant un certain nombre de nos partenaires qui n'étaient pas vraiment fait pour la production agricole que la France. Et donc nous sommes prêts à engager cette réflexion, M. QUATREMER, sur l'évolution du modèle agricole. Le gouvernement, oui le pense, il faudra le faire, mais certainement pas de façon à ce que la puissance, mais aussi la qualité de l'agriculture française puissent être mises en cause. Cela fait partie de nos forces, de nos ressources, cela a fait partie dès l'origine de l'équilibre et du compromis réalisé lorsque l'Union européenne s'est faite, et qu'il a fallu les uns et les autres renoncer à nos protectionnismes nationaux, et cela doit rester au coeur de nos équilibres. Alors une évolution qualitative, sans doute une remise en cause de cet atout pour la France de ce qui est de son intérêt national et ses capacités dans la compétition mondiale, et sur le théâtre européen, certainement pas. Alors voilà comment nous abordons les choses. Donc je pense que les visions sont, je dirais, stratégiquement communes. Après c'est le débat, et nous l'aurons ce débat dans les mois qui viennent à la fois avec nos partenaires, mais aussi avec le monde agricole, puis l'opinion, le monde des consommateurs. Ce débat nous l'aurons, mais je pense que stratégiquement, le gouvernement et la présidence sommes d'accord, si le Président de la République me permet de le citer.

LE PRESIDENT - Tout à fait.

Voilà, mesdames et messieurs, je vous remercie.